



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
31776 Colomiers

Colomiers, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Knauf Therm

ZI en Jacca
37 chemin de la Salvetat
31770 Colomiers

Références : 2025/0525
Code AIOT : 0006803104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement Knauf Therm implanté ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 Colomiers. L'inspection a été annoncée le 31/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Knauf Therm
- ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006803104
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Knauf Therm exploite, sur la commune de Colomiers, une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé destiné à la confection de produits d'isolation découpés pour le bâtiment. Elle exerce également une activité de négoce de produits (plaques de plâtre, ossatures métalliques, etc.).

L'établissement est composé de deux parties séparées par une route (chemin de la Nasque) : site A et site B.

Le site relève du régime de l'enregistrement pour les activités d'application de colles (rubrique n° 2940-2-a de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement [ICPE], de transformation de polymères (rubrique n° 2661-1) et de stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (rubrique n° 2663-1). Le site est, toutefois, soumis aux règles procédurales de l'autorisation environnementale.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie – Débit et quantité d'eau	AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Dispositions constructives – hall n°15 - lanterneaux	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 8.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Bruit	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Défense contre	Arrêté Ministériel du 23/11/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'incendie	article 4.10	
4	Dispositions constructives – hall n°15 - mur séparatif	AP de Mise en Demeure du 25/07/2023, article 1	Sans objet
5	Bruit	AP Complémentaire du 20/06/2013, article 6.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan de défense contre l'incendie du site est complet et connu par l'exploitant. Certains documents justificatifs n'ont pas pu être apportés le jour de l'inspection, mais pourront être transmis par l'exploitant rapidement.

Par ailleurs, des travaux de mise en conformité ont été menés suite à l'arrêté de mise en demeure du 25/07/23. Ces travaux ont été réalisés et leur finalisation a été constatée sur place par l'inspection des installations classées. L'arrêté de mise en demeure du 25/07/23 est donc levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article 4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas

échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 de l'annexe I sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Objet du contrôle :

- présence du plan de défense contre l'incendie conforme au présent article.

Constats :

Le plan de défense incendie est en cours de finalisation, le format de ce document sera appliqué à l'ensemble du groupe Knauf et fait l'objet de discussion à l'échelle nationale. Toutefois, les documents constituant le plan de défense contre l'incendie sont établis et ont été consultés par l'inspection des installations classées:

- le logigramme présentant le schéma d'alerte et les actions à réaliser en cas d'incendie a été consulté. Le site fonctionne en 3*8h, avec une équipe de nuit composée de 3 à 4 agents. Ce logigramme est valable en heures ouvrées et de nuit. Compte tenu de l'effectif réduit hors heures ouvrées, certaines coupures d'électricité ne sont pas réalisées par les agents en situation d'urgence. L'ensemble du personnel a été formé aux situations de crises, sur chaque rôle. Une procédure encadrant l'accueil du SDIS est prévue, il sera notamment informé en cas de coupure d'électricité sectorisée réalisée ou non.
- La fiche "2021 KS31 PR2" présente les modalités d'entrées sur site en heures ouvrées ou non ouvrées, les manœuvres d'ouverture de portails sont explicitées et illustrées par des photos, l'emplacement des clés et outils sont indiqués le cas échéant.
- Le plan de situation "1585 KS-31_PR 2" décrit les réseaux et les points d'alimentation en eau ainsi que le réseau de collecte des eaux. 5 vannes obturatrices (vanne à déclenchement pneumatique avec bouton d'urgence) sont indiquées et permettent de mettre le site en rétention. Le plan repère également les zones inondables, en cas de mise en rétention du site.
- Le plan d'intervention incendie affiche les emplacements de stockage de l'installation, comprenant les déchets. Les robinets d'incendie armés (RIA), les poteaux incendie (PI) ainsi que les trappes de désenfumage sont également indiqués.
- Les fiches de données de sécurité (FDS) des matières premières sont présentes au poste de contrôle (PC Ex) mis à disposition du service incendie. L'état des stocks est également disponible depuis le PC Ex. Celui-ci est consultable sur le serveur de l'installation et extractible à tout moment, il est mis à jour automatiquement dès la pesée des produits à l'entrée ou à la sortie du site.
- L'ensemble du personnel est formé pour intervenir en cas d'incendie. Le tableau de programmation des formations du personnel a été consulté en salle, il est tenu à jour par

l'exploitant. En 2025, 3 formations ont été proposées au personnel, en février, en mars et en mai.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – Débit et quantité d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/07/2022, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/07/2023

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). Les points d'eau incendie (appareils d'incendie et réserves d'eau) permettent de fournir un débit minimal de :

- 180 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site A. Les appareils d'incendie utilisés pour le site A doivent avoir les caractéristiques suivantes :

Le premier appareil est implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site A ;

et les suivants sont disposés selon le maillage présenté dans la mise à jour de l'étude de dangers susvisée ;

- 540 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site B. Les appareils d'incendie utilisés pour le site A doivent avoir les caractéristiques suivantes :

Le premier appareil est implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site B ;

et les suivants sont disposés selon le maillage présenté dans la mise à jour de l'étude de dangers susvisée.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. Par ailleurs, un relevé de débit-pression simultané des appareils d'incendie utilisés pour la défense incendie du site B est réalisé et transmis aux services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Cette prescription a été examinée lors de la précédente inspection du 26/05/2023. Il a notamment été relevé que l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 juillet 2022 comporte une coquille. Il convient en effet de lire :

"- 540 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site B. Les appareils d'incendie utilisés pour le site B doivent avoir les caractéristiques suivantes :"

au lieu de :

"- 540 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site B. Les appareils d'incendie

utilisés pour le site A doivent avoir les caractéristiques suivantes :"

Cette coquille sera rectifiée par l'inspection à l'occasion d'un futur arrêté préfectoral complémentaire.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées avait consulté l'attestation de conformité pour la réserve d'eau incendie, établie par le service départemental d'incendie et de secours [SDIS] le 23 mars 2023. Selon cette attestation, la réserve d'eau incendie était conforme aux exigences du SDIS. Toutefois, le débit pouvant être délivré simultanément par plusieurs orifices n'a pas été testé.

Lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'un débit suffisant en cas de sollicitations simultanées des réserves en eau de l'établissement. Le SDIS prévoit de réaliser un exercice sur site en fin de mois de novembre 2025, le réseau incendie du site sera testé à nouveau à cette occasion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des tests du réseau incendie qui seront réalisés au mois de novembre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions constructives – hall n°15 - lanterneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 8.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/07/2023

Prescription contrôlée :

Les locaux doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe M0 (incombustibles) ;
- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1/2 heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;
- plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure ;
- murs extérieurs et portes pare-flamme de degré 1/2 heure, les portes étant munies d'un ferme-

porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;

- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttant, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations de transformation sont séparées des installations de stockage (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante. En cas de travaux modifiant le gros œuvre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de respecter les prescriptions fixées à l'alinéa précédent.

[...]

Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

[...]

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Constats :

La présente prescription a été contrôlée lors de la visite du 26 mai 2023. Les lanterneaux présents n'étaient pas conformes aux dispositions ci-dessus et devaient être remplacés afin de répondre aux exigences réglementaires. L'exploitant avait alors indiqué que les travaux étaient prévus pour juin 2023.

Lors de l'inspection objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a constaté l'installation de nouveaux lanterneaux. Le dossier des ouvrages exécutés a été présenté en salle. Toutefois, l'attestation de fin de travaux composant le dossier, est datée de juin 2022. Compte tenu de la date indiquée, le dossier ne correspond pas aux travaux qui devaient être réalisés en juin 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir les documents justifiant la conformité à la présente prescription, correspondant aux travaux réalisés en juin 2023 pour l'installation de nouveaux lanterneaux.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions constructives – hall n°15 - mur séparatif

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/07/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations de transformation sont séparées des installations de stockage (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation : - soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ; - soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.
Constats : Lors de la précédente inspection du 23/07/2024, l'inspection des installations classées avait constaté le réhaussement en toiture du mur coupe-feu du bâtiment 16, relatif à l'arrêté de mise en demeure (APMD) du 25/07/23. L'exploitant a transmis le rapport de mise en conformité associé, en date du 12/12/2024. Ce document justifie le retour à la conformité de l'installation par rapport aux dispositions ci-dessus, l'APMD du 25/07/23 est donc levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2013, article 6.2.1
Thème(s) : Autre, Valeurs limites d'émergence
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés: 3 dB.
Constats : Dans le rapport de visite d'inspection du 05/02/2019, une non-conformité avaient été relevée concernant le contrôle des niveaux sonores dus aux activités du site: en période nocturne, en limite Sud du site.

L'étude acoustique réalisée le 07/01/2020 conclu à des dépassements de niveaux sonores aux points ZER1 et ZER2 et proposait des préconisations d'aménagements.

Un plan d'action bruit a été proposé par l'exploitant, qui a tenu l'inspection des installations classées informée de son avancée, par courrier en date du 22/12/2021.

Afin de vérifier l'efficacité des aménagements effectués, une étude acoustique a été réalisée du 8 au 9 janvier 2025 (Rapport n° 797558.8001665.113.2.1) et conclu à un retour à la conformité concernant les ZER.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Tonalité marquée

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée : (Tableau non reproduit voir JORF du 27 mars 1997).

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe du présent arrêté, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Si l'arrêté d'autorisation concerne la modification d'un établissement existant au 1er juillet 1997, dont la limite de propriété est distante de moins de 200 mètres des zones à émergence réglementée, il peut prévoir que les valeurs admissibles d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance donnée de la limite de propriété. Cette distance ne peut excéder 200 mètres. Toutefois, les niveaux admissibles en limite de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté autorisant la modification, ne peuvent être supérieurs aux niveaux admissibles prévus dans l'arrêté d'autorisation initiale, sauf si le niveau de bruit résiduel a été modifié de manière notable.

Constats :

L'étude acoustique réalisée du 8 au 9 janvier 2025 (Rapport n° 797558.8001665.113.2.1) relève une non-conformité relative à la une tonalité marquée, au sens de l'arrêté du 23 janvier 1997. En effet, une tonalité marquée a été relevée au point de mesure n°2 (au Sud du site), en période diurne.

L'étude conclu que l'installation est à l'origine d'une tonalité marquée non réglementaire, liée au fonctionnement du local TGBT.

L'inspection des installations classées remarque que cette tonalité marquée n'avait pas été relevée dans les précédentes études acoustiques menées en 2017 et 2020.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments d'analyse quant à la détection de la tonalité marquée susmentionnée et de proposer un plan d'action permettant le retour à la conformité vis-à-vis de la prescription ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, départ de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a déclaré avoir fait face à un incident relatif à un départ de feu dans son installation, qui s'est déroulé plusieurs semaines auparavant. Lors de cet incident, l'agent présent a su manipuler l'extincteur à disposition, mais celui-ci n'a pas fonctionné malgré la vérification annuelle effectuée par un prestataire externe. Le jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport d'incident à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de déclarer l'incident mentionné par télédéclaration via le lien suivant: https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois